



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/641
13 août 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 12 AOÛT 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU LUXEMBOURG
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence de l'Union européenne sur l'observation des élections en République fédérative de Yougoslavie publiée le 7 août 1997 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Luxembourg
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Jean-Louis WOLZFELD

ANNEXE

Déclaration de la présidence de l'Union européenne sur
l'observation des élections en République fédérative
de Yougoslavie publiée le 7 août 1997

[Original : anglais et français]

Se référant aux termes de sa démarche à Belgrade du 16 juillet, ainsi qu'à sa déclaration du 31 juillet 1997, l'Union européenne (UE) soutient pleinement la déclaration du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur l'observation des élections en République fédérative de Yougoslavie, publiée à Copenhague le 5 août 1997.

L'Union européenne appelle les autorités de la République fédérative de Yougoslavie à accepter l'offre d'une observation authentique des élections législatives et présidentielles en République fédérative de Yougoslavie par l'OSCE. Elle rappelle que l'OSCE et son Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme sont les organes compétents en matière d'observation des élections, y compris en République fédérative de Yougoslavie. Il appartient par ailleurs au Bureau de déterminer librement la composition de ses équipes d'observateurs.

L'UE refuse l'approche sélective des autorités de la République fédérative de Yougoslavie. Elle les invite à adresser à l'OSCE une invitation sans conditions préalables et sans exclusive.

L'UE souligne la nécessité d'une observation du processus électoral sur la base de normes internationalement reconnues et couvrant le processus dans son intégralité, y compris la liberté d'expression et d'information, ainsi que l'accès équitable de tous les partis aux médias, en particulier dans la phase pré-électorale. Dans ce contexte, l'UE rappelle la nécessité d'une mise en oeuvre rapide et complète des recommandations contenues dans le rapport Gonzalez.

L'Union européenne encourage la République fédérative de Yougoslavie de mettre à profit l'offre d'assistance de l'OSCE en vue d'un scrutin équitable.

En garantissant des élections libres et démocratiques, la République fédérative de Yougoslavie démontrera sa volonté de choisir sans ambiguïté la voie de la démocratie et de l'état de droit et contribuera ainsi à son intégration complète dans la communauté internationale.
